

Andes-Caraïbes-Panama : brèves n°19 de la semaine du 5 au 11 mai 2017
(Avec la contribution des Services Economiques de la région)

BARBADE

La Banque centrale durcit sa politique monétaire, dans l'objectif de réduire le déficit budgétaire (6% du PIB en fin d'année fiscale) et mettre fin à son financement monétaire. Le Gouverneur annonce la hausse de 10 à 15% du ratio de réserves obligatoires en dollar barbadien, effectif dès juin 2017. Cette politique cherche à stabiliser la situation économique (croissance de +2% au T1) et reconstituer les réserves de change qui atteignaient fin mars 705,4 M USD, soit 10,7 semaines d'importation, l'objectif étant d'atteindre 12 semaines en plus de couverture. Par ailleurs, le Gouverneur de la banque centrale n'écarte plus de recourir à l'aide du FMI, un fort ajustement budgétaire de l'île étant primordial.

BOLIVIE

Le gouvernement lance un plan d'investissement de 146,4 M USD pour l'emploi. Cet investissement a pour objectif de réduire le taux de chômage de 4,5 % à 2,7%. Le plan est constitué autour de 5 axes : un programme d'infrastructures urbaines, la réhabilitation des zones productives, un programme d'insertion professionnelle (notamment en finançant 30% du salaire minimum des nouveaux jeunes salariés), l'incitation à la création d'emplois et le fonds de « Semilla » qui vise le financement d'initiatives de création d'entreprises.

COLOMBIE

Le conseil d'administration du FMI conclut la consultation de l'article IV. Le Fonds salue l'ajustement de la Colombie aux chocs extérieurs et domestiques (détérioration des comptes extérieurs et budgétaires depuis 2014 causé par la chute des prix du pétrole et El Nino a contraint l'offre de produits alimentaire et généré une hausse de l'inflation). Malgré ces facteurs, la croissance a été de +2% en 2016 et le déficit courant s'est réduit plus vite que prévu à -4,5% du PIB. La réduction des dépenses a permis d'atteindre les objectifs budgétaires et l'inflation a commencé à se réduire. Pour 2017, le FMI prévoit +2,3% de croissance, un déficit de l'Etat central à -3,6% du PIB et un déficit courant à -3,8%.

CUBA

Le gouvernement expose la nécessité de réaliser des ajustements en 2018. Le Plan économique et le Budget 2018 élaborés par le Ministère de l'économie, montrent la volonté de maintenir les niveaux de production et d'exportation, les programmes de développement et d'infrastructure, la production et l'importation alimentaire ainsi que les services sociaux tout en assurant la soutenabilité des finances publiques. Il est donc essentiel d'assurer la soutenabilité de ce programme en revenant à un niveau efficace de production, en réalisant des économies et en réajustant les indicateurs de dépense à des niveaux inférieurs à ceux de 2017 (déficit public de -12 % du PIB prévu en 2017, près du double de celui prévu pour 2016).

EQUATEUR

Nouvelle émission de Titres de la Banque centrale (TBC). Banco del Pacífico, banque détenue par l'Etat et deuxième banque du système financier équatorien, a acheté des TBC équivalents à 209 M USD. Le montant des TBC détenus par le système bancaire local est ainsi passé de 6,7 à 215,7 M USD selon la Banque centrale. Ces ressources ont été utilisées par le gouvernement pour payer ses dettes avec les fournisseurs et pour réaliser des transferts aux collectivités locales. Les TBC sont des instruments à court terme (moins de 365 jours).

GRENADE

Demande d'arbitrage déposée contre le gouvernement de Grenade pour le rachat de Grenlec (*Grenada Electricity Services*). Déposée par GPP (Grenada Private Power) et WRB Enterprises, auprès du Centre international de règlement des différends de la Banque mondiale, le but de la demande d'arbitrage est de faire respecter l'obligation contractuelle du gouvernement de racheter une participation de 50% de Grenlec (d'un montant de 65,42 M USD). Après une demande formelle de rachat en mars 2017, le gouvernement n'a pas effectué le rachat qui devait être effectué dans les 30 jours. Surpris par la demande d'arbitrage, le gouvernement souhaite maintenir le dialogue avec GPP et WRB.

HAÏTI

L'Union européenne entend mettre à la disposition d'Haïti 420 M EUR jusqu'en 2020. Une partie de ces fonds est allouée à la réforme des institutions haïtiennes ainsi qu'à la mise en place du Conseil électoral permanent. L'ambassadeur de l'Union européenne à Haïti confirme l'appui budgétaire de 129 M EUR. Néanmoins, il précise que la question de la gouvernance sera au centre des débats dans le cadre du processus devant conduire à la mise en place de celui-ci.

PANAMA

Le conseil d'administration du FMI conclut la consultation de l'article IV. Le Fonds prévoit une croissance de +5,1% en 2017 et +5,5% à moyen terme, portée par les secteurs logistique et touristique, et des politiques favorables à la croissance (s'attaquant aux déficits de compétences, à la qualité de l'éducation et aux inégalités des revenus). Le déficit courant devrait se réduire davantage (-3% du PIB à moyen terme) bénéficiant de financements stables, principalement les IDE. Le FMI recommande de poursuivre les efforts dans le renforcement de la transparence fiscale.

ENGIE et AES étendent leur partenariat pour la commercialisation de gaz naturel liquéfié (GNL) en Amérique centrale. Cette société commune s'appuiera sur le terminal Costa Norte LNG en construction à Colon, d'une capacité de 1,5 million de tonnes par an (mtpa), dont 25% seront destinés à la centrale à cycle combiné gaz de AES et Inversiones Bahía en construction sur le même site, et dont les capacités restantes seront commercialisées. Ce partenariat renforce l'accord signé en 2016 par les 2 groupes pour la vente de GNL dans les Caraïbes, provenant du terminal de regazéification d'Andres en République dominicaine. La capacité combinée des 2 terminaux s'élèvent à près de 3 mtpa.

Deux opérations réalisées sur le marché des capitaux internationaux. Une émission d'obligations d'1 Md USD a été lancée sur le marché international, avec un coupon de 4,5% à échéance 2047. L'opération financera partiellement les besoins du budget pour l'exercice 2017. Elle permet de diversifier les créanciers sur les marchés étrangers en attirant des investisseurs d'Asie et du Moyen Orient. L'obligation a d'ailleurs reçu des offres de plus de 4 Md USD. La seconde opération est une transaction de gestion de passif et concerne une obligation arrivant à échéance en 2020 d'une valeur de 1,5 Md USD. Les investisseurs ont choisi entre liquider leurs avoirs et les échanger avec des obligations dues en 2028 et 2047. L'opération a permis le rachat de 345,5 M USD de cette obligation.

PEROU

Création de l'agence pour la reconstruction. L'Autorité pour la « Reconstruction avec Changement », s'est réunie cette semaine avec les gouverneurs des régions les plus affectées (Ancash, Lambayeque, La Libertad, Lima, Piura et Tumbes) par El Niño Costero. Un plan de reconstruction à moyen et long terme doit être publié d'ici trois mois. Le Ministre des transports a notamment indiqué que son secteur nécessite 7,7 Md Soles (environ 2,3 Md USD) pour la reconstruction (ponts et routes) sur 3 ans. Un total de 629 ponts est à reconstruire (dont 65 prévus en 2017, 284 en 2018 et 265 en 2019).

Le secteur touristique a progressé de +3,9 % en 2016. Les revenus du secteur ont atteint 4,3 Md USD en 2016, dont 3,5 Md USD de dépenses en biens et services par des touristes étrangers et 800 M USD de services de transports réalisés par des entreprises locales. En nombre, 4,6 millions de touristes ont séjourné au Pérou en 2016, soit 8,4% de plus qu'en 2015.

Le taux de pauvreté est passé de 21,8% à 20,7% entre 2015 et 2016. Ainsi, 264 000 péruviens sont sortis de la pauvreté l'année dernière. Le taux d'extrême pauvreté a aussi diminué, atteignant les 3,8% (-0,3 point) : 1 197 000 péruviens sont encore dans cette catégorie.

REPUBLIQUE DOMINICAINE

Au T1 2017, l'Indice Mensuel d'Activité Economique a enregistré une progression de +5,9% en g.a, selon la Banque centrale, en ligne avec la prévision de croissance du FMI (+5,3% en 2017). Les secteurs les plus dynamiques ont été l'intermédiation financière (+8,5%), l'agriculture (+7,5%), la construction (+7,2%), l'hôtellerie-restauration (+6,6%), l'industrie (+5,1%) et le commerce (+5%). Fin avril, le taux d'inflation s'est établi à 3,5% en g.a. (1,1% au cours des 4 premiers mois de l'année), l'objectif de la Banque centrale demeurant inchangé (4% ± 1%). Entre janvier et avril, le nombre de visiteurs étrangers a progressé de 7,5% en g.a. La balance des paiements a poursuivi son amélioration et affiché, entre janvier et mars, un excédent de 391,1 M USD (contre 385,6 M USD au T1 2016). Fin mars, les réserves internationales ont atteint 6,4 Md USD (4 mois d'importation), contre 5,1 Md USD un an plus tôt.

VENEZUELA

Nouvelle hausse du revenu minimum. Le président Maduro a annoncé la quinzième hausse du revenu minimum depuis sa prise de fonction et la sixième hausse depuis janvier 2016. Le salaire minimum augmente de +60% et le ticket d'alimentation augmente de +25%, ce qui génère une amélioration du revenu intégral minimum de +34,57%. Par ailleurs, la pension de retraite s'élève désormais à 84 527 bolivars (+30%) grâce à l'octroi d'un nouveau « bon spécial de guerre économique ». Cette nouvelle augmentation devrait contribuer à l'accélération de la spirale inflationniste.

Les réserves de devises ont atteint leur niveau le plus bas depuis plus de 20 ans avec à peine 10,14 Mds USD dont 70% en or. Les réserves liquides ne représentent plus que 3 semaines d'importations. Le prix de la canasta vénézuélienne est en baisse et n'atteint plus que 41,27 USD/CBS ce qui porte le prix moyen, depuis le 1er janvier 2017, à près de 44,46 USD/CBS (contre 35,15 USD/CBS en 2016). Sans surprise, l'indice EMBI+ souligne à nouveau l'augmentation du risque pays et s'élève désormais à 2320 points de base en mai 2017 contre 2014 points de base fin janvier 2017.

Les fortes tensions sociales continuent, les manifestations violentes quasi quotidiennes (plusieurs dizaines de morts, des centaines de blessés et des milliers d'arrestations depuis le mois d'avril) commencent à perturber sérieusement l'activité économique du Venezuela déjà très mal en point. Les mises à sac de commerces se multiplient durant les manifestations et plusieurs milliers d'emplois de ce secteur ont déjà été supprimés depuis le mois d'avril.

Patrick HERVE
Chef du service économique régional